

Avis de convocation / avis de réunion

ÆGIDE S.A.

Société anonyme au capital de 6.796.100 Euros
Siège social : 42, avenue Raymond Poincaré - 75116 Paris
RCS Paris 401 397 765
(la "**Société**")

Avis de convocation à l'Assemblée Générale des porteurs d'obligations

émises par la Société le 29 septembre 2016 pour un montant de 12.000.000 €
portant intérêt au taux de 4 % l'an
et venant à échéance le 29 septembre 2023
(Code ISIN : FR0013204294)
(les "**Obligations**")

Les porteurs d'Obligations sont convoqués par le représentant de la masse des porteurs d'Obligations, Banque Palatine (42, rue d'Anjou – 75008 Paris – France), représentée par Madame Véronique Rondet-Bresard et Monsieur Pierre-Antoine Jacquesson (le "**Représentant de la Masse**") le 18 septembre 2018 à 11h00 (heure de Paris), au 42, rue d'Anjou – 75008 Paris – France, à l'effet de prendre les décisions sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Renonciation à demander l'exigibilité anticipée des Obligations en raison du non-respect d'engagements financiers prévus à l'article 6.1 "*Engagements Financiers*" des Modalités des Obligations sur la base des comptes annuels consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 ;
- Modification de l'Article 13 "*Représentation des Porteurs*" des Modalités des Obligations ;
- Dépôt des documents relatifs à la masse ; et
- Pouvoirs.

Conditions et modalités de participation

Formalités à effectuer préalablement à la consultation

Tout porteur d'Obligations, quel que soit le nombre d'Obligations qu'il possède, a le droit d'être consulté en personne ou de se faire représenter préalablement à cette consultation dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

Conformément aux dispositions de l'article R.228-71 du Code de commerce, il sera justifié par un porteur d'Obligations de son droit d'être consulté par l'inscription de ses Obligations sur un compte ouvert à son nom auprès d'un intermédiaire habilité Euroclear France, au second jour ouvré précédant la date fixée pour la consultation à minuit (heure de Paris).

Pour justifier de son droit, chaque porteur d'Obligations sera tenu de présenter une attestation d'inscription en compte datée au plus tard à cette date pouvant être obtenue auprès de l'intermédiaire habilité concerné. Cette attestation devra, le cas échéant, être annexée au formulaire de vote par correspondance ou de procuration signé.

Mode de participation à la consultation

Tout porteur d'Obligations a le droit d'être consulté en personne, par procuration ou par correspondance.

A défaut d'assister personnellement à cette consultation, les porteurs d'Obligations peuvent choisir entre l'une des formules suivantes :

- donner procuration à un mandataire de son choix : le choix du mandataire est en principe libre mais cette liberté de choix est limitée par les incapacités d'accepter ce mandat visées aux articles L.228-62 et L.228-63 du Code de commerce. La procuration doit être donnée par écrit, elle doit être revêtue de la signature du porteur mandant et doit indiquer ses nom, prénom usuel et domicile, ainsi que, éventuellement, le nom du mandataire choisi ; ou
- voter par correspondance : il est rappelé que le vote par correspondance est exclusif du vote par procuration.

Des formulaires de vote par correspondance ou par procuration seront délivrés à tout porteur d'Obligations sur demande auprès de la Société.

Le formulaire de vote par correspondance ou, le cas échéant, par procuration, accompagné de l'attestation d'inscription en compte devra parvenir au siège social de la Société dûment rempli et signé et ne sera pris en compte qu'à condition de parvenir au siège social de la Société un (1) jour ouvré au moins avant la date fixée pour la consultation soit le 17 septembre 2018 au plus tard.

Pour cette consultation, il n'est pas prévu de vote par des moyens électroniques de télécommunication.

Droit de communication des porteurs d'Obligations

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, le rapport du Conseil d'administration et le texte des résolutions proposées qui doivent être communiqués dans le cadre de cette consultation sont tenus pendant un délai de 15 jours calendaires à la disposition des porteurs d'Obligations au siège social de la Société pour consultation ou copie.

Le Représentant de la Masse